



Pour une troisième année scolaire consécutive, la France et Paul Biya privent encore les enfants de la région anglophone du Cameroun de leur droit fondamental à la scolarisation.

Notre cœur saigne de douleur à la veille de cette autre rentrée scolaire qui s'annonce manquée, pour les enfants des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO) du Cameroun, après leurs deux années scolaires blanches précédentes.

Il n'y a aucun sens de simplement exiger aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école dans une région en guerre, alors que les conditions ne sont pas réunies sur le terrain pour garantir la sécurité des enfants, des professeurs, du personnel administratif et de soutien des écoles.

Bien que toute personne saine d'esprit se doive d'éviter par tous les moyens d'empêcher à un enfant d'aller à l'école, il est complètement irresponsable pour un parent d'envoyer son enfant dans une école située dans un champ de bataille. C'est le choix cornélien que doivent faire les parents d'enfants du NOSO dont le terroir est devenu un champ de guerre, par la volonté de la France et de Paul Biya.

Pourtant, il existe des alternatives à la guerre sur la table de travail de monsieur Biya pour éviter aux enfants Anglophones d'aller à l'école dans un champ de bataille ou d'en rencontrer le

long de leur chemin d'école : Cessez-le-feu dûment négocié entre belligérants, négociation inclusive de paix pour résoudre le problème de fond et mettre fin à la guerre, etc.

Dès lors, si le régime Biya est le moins sérieux et sincère dans sa volonté auto-proclamée de laisser enfin les enfants des régions anglophones reprendre le chemin de l'école après les deux dernières années scolaires blanches, il se doit de poser, au minimum, des jalons fiables des conditions sécuritaires élémentaires qui permettront à la vie de reprendre son cours normal dans cette région du pays, permettant ce faisant aux enfants de reprendre le chemin de l'école. Pour cela, monsieur Biya doit préalablement négocier un cessez-le-feu entre tous les belligérants de ce conflit et engager immédiatement les pourparlers de paix inclusifs pour mettre fin à cette guerre inutile qu'il a lui-même créée de toute pièce. Seule cette démarche préalable qui rassure peut générer un environnement sécuritaire favorable qui permettra à un parent responsable d'envoyer encore son enfant à l'école dans cette région aujourd'hui en guerre.

Au lieu de procéder de cette façon rassurante (cessez-le-feu suivi des pourparlers de paix inclusifs), le régime Biya et la France coloniale s'agitent, une fois de plus, dans la seule méthode qui les définit et qu'ils savent faire le mieux : la perfidie, la roublardise, la ruse, la tromperie, la démagogie, la violence barbare et gratuite mise en œuvre de façon indiscriminée.

Quelle que soit l'intensité de la propagande roublarde, perfide et démagogue des thuriféraires du régime dans les réseaux sociaux ou dans les médias pour tenter de persuader l'opinion publique d'un quelconque bouc émissaire à blâmer pour la cause, il reste évident et clair pour tous que ce sont bel et bien le régime Biya et son mentor, la France, par leur guerre génocidaire unilatéralement initiée, publiquement déclarée et sans fondement, contre les Anglophones du NOSO qui en réalité empêchent aux enfants Anglophones d'aller à l'école, et ce, depuis bientôt trois ans.

Le refus catégorique de la France coloniale et de son gouverneur colonial localement choisi, Paul Barthélémy Biya Bi Mvondo de créer préalablement les conditions favorables à une rentrée scolaire des enfants Anglophones ou de convoquer les pourparlers inclusifs de la paix pour mettre fin à la guerre, démontre leur profond mépris de la vie des Camerounais. Le message qui s'en dégage est clair : Au Cameroun, les intérêts français passent avant la vie des Camerounais et avant la scolarité des enfants Anglophones.

Cette privation discriminatoire du droit à la scolarité à une partie des enfants du Cameroun est une lourde atteinte au droit fondamental de ces derniers.

La responsabilité première de la France dans cette privation de la scolarité aux enfants Anglophones dans les deux régions du pays est fondamentale, évidente et ne saurait souffrir d'aucune contestation.

En effet, il est de notoriété publique que le Cameroun, à l'instar des 16 autres pays francophones d'Afrique (anciennes colonies françaises), n'a jamais obtenu son indépendance effective de la France. La France y a installé un régime colonial depuis 1955 et maintient ce régime en place, coûte que coûte, par le biais de hold-up électoraux successifs et des massacres occasionnels de la population locale au gré des soulèvements périodiques de cette dernière (périodes des maquis de 1955 à 1970, les années de braises de 1990 à 1992, la

modification forcée de la constitution en 2008 pour éterniser Paul Biya au pouvoir, etc.). Ainsi, les Camerounais n'ont jamais eu la possibilité de choisir eux-mêmes leurs propres dirigeants pour agir en leur nom, malgré toutes les tentatives passées à cet effet. À la place du peuple camerounais, la France a toujours imposé des gouverneurs coloniaux localement choisis, appelés abusivement Présidents de la république, chefs de l'État du Cameroun.

Ainsi, Monsieur Paul Barthélémy Biya Bi Mvondo a été nommé par la France en 1982 comme gouverneur colonial localement choisi pour diriger en son nom la colonie française du Cameroun. Par conséquent, Monsieur Paul Biya officie, à présent, sous son titre trompeur de Président de la république du Cameroun, pour la France et rien que pour la France, pendant que le vrai Président réellement élu par le peuple camerounais à la dernière élection (octobre 2018) croupit en prison, embastillé par Paul Biya sous ordre de la France.

Les enfants des deux régions Anglophones du Cameroun ne vont plus à l'école depuis bientôt trois ans, lorsque la France et Paul Biya ont déclaré une guerre génocidaire contre la population Anglophone de ces deux régions qui réclame la modification de la forme actuelle de l'État du Cameroun. C'est cette guerre injustifiée de Paul Biya et de la France qui a brutalement interrompu la scolarité des enfants Anglophones dans leur région du pays plongée subitement dans la guerre. Un véritable génocide de la population est en cours dans ces deux régions. La situation d'insécurité due à la guerre ne permet pas aux parents de laisser leurs enfants aller à l'école dans un tel champ de bataille. De plus, les écoles sont détruites par la guerre. Conséquemment, les professeurs, le personnel administratif et de soutien des écoles ont fui les lieux, par peur pour leur sécurité.

Au minimum, un cessez-le-feu et des pourparlers inclusifs de paix subséquents sont préalablement nécessaires pour envisager toute possibilité de reprise de l'école dans cette partie du Cameroun. Or, seul l'État du Cameroun peut initier un cessez-le-feu et engager des pourparlers pour mettre fin à la guerre. Seuls les pourparlers inclusifs pourront assurer un environnement propice au retour sécuritaire des enfants Anglophones à l'école, dans leur terroir ainsi pacifié. Ainsi, l'odieux du retour des enfants Anglophones à l'école repose entièrement sur la France et Paul Biya.

Par peur de voir la forme néocoloniale actuelle du Cameroun être modifiée sur la table d'une éventuelle négociation entre les belligérants ou parties prenantes de la guerre (comme l'exigent les Anglophones), la France et son représentant au Cameroun, Paul Biya, refusent obstinément de convoquer tout dialogue inclusif de négociation de la fin de la guerre, qui seul pourra permettre aux enfants Anglophones de reprendre le chemin de l'école en toute quiétude.

Cela montre combien loin la France est prête à aller dans le sacrifice inutile des populations camerounaises, pour s'assurer que la forme coloniale de l'État du Cameroun qu'elle a imposée et maintient de force telle quelle, par la ruse et la violence, depuis 1955, ne soit modifiée.

Ainsi, la responsabilité première et entière de la France et de son représentant, Paul Biya, dans ce drame des enfants Anglophones, est clairement établie.

En résumé :

- C'est la continuation de la guerre de Paul Biya et de la France au NOSO qui empêche aux enfants Anglophones d'aller à l'école.
- C'est Paul Biya, soutenu par la France, qui a déclaré et perpétue la guerre au NOSO.
- Aucun parent sain d'esprit ne peut envoyer son enfant dans une école située dans un champ de bataille à l'instar du NOSO.
- Il n'y a aucun bouc émissaire à blâmer, pour cette situation alarmante, hormis la France et Paul Biya.
- Si le régime Biya est le moins sérieux et sincère dans sa volonté autoproclamée de laisser enfin les enfants du NOSO reprendre le chemin de l'école après les deux dernières années scolaires blanches, il se doit de créer d'abord les conditions sécuritaires élémentaires négociées entre les belligérants qui permettront à la vie de reprendre son cours normal dans cette région du pays, permettant ainsi aux enfants visés de retourner sur les bancs d'école.

Pour conclure, il n'est jamais trop tard pour prendre conscience et revenir sur le droit chemin. L'histoire nous observe.

Que vive le Cameroun fédéral, juste, inclusif, apaisé et maître de son destin.

Michael Fogaing, Porte-parole de Diaspora pour la Modernité-Diaspora for Modernity

N.B. :

Diaspora pour la Modernité est une organisation de la société civile de la Diaspora camerounaise, pour qui l'espoir de l'avènement de l'indépendance des institutions démocratiques les unes des autres est la pierre angulaire de son activisme politique au Cameroun. Elle est basée au Canada.
